

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

**RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT**

**RAPPORT DE MISSION DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER DES
PROJETS ET PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PUBLIC DANS LES
RÉGIONS DE KAYES, KOULIKORO ET LE DISTRICT DE BAMAKO**



Décembre 2020

Rapport de mission de suivi des P/P du 21 au 30 Décembre 2020_ Régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION.....	6
I. DÉROULEMENT DE LA MISSION	8
A. RÉGION DE KAYES	8
1. PROGRAMME INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES ET AQUACOLES AU MALI.....	8
1.1. Séances de travail tenues dans le cadre de la mission.....	9
1.2. Réalisations physiques	9
1.3. Réalisations financières.....	10
1.4. Système de suivi évaluation	10
1.5. État des passations de marchés	11
1.6. Visite des réalisations physiques	11
1.7. Les constats	14
B. RÉGION DE KOULIKORO.....	15
1. PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA RÉGION DE KOULIKORO (AREPK)	15
1.1. Séances de travail tenues dans le cadre de la mission.....	15
1.2. Réalisations physiques	15
1.3. Réalisations financières.....	16
1.4. Système de suivi évaluation	17
1.5. État des passations de marchés	17
1.6. Visite des réalisations physiques	17
1.7. Les constats	19
C. DISTRICT DE BAMAKO.....	20
1. CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DES HÔPITAUX	20
1.1. Séances de travail tenues à la DFM dans le cadre de la mission.....	20

1.2. Réalisations physiques	20
1.3. Système de Suivi-évaluation	20
1.4. Situation financière	21
1.5. État de passation des marchés.....	21
1.6. Visite des réalisations physiques	22
1.7. Les constats	25
II. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION.....	25
III. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	26
CONCLUSION.....	28
IV. ANNEXES	29
ANNEXE 1 : TDR	30
ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES.....	37
ANNEXE 3: LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL	41

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGETIER	Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements Ruraux
AREP-K	Programme d'Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro
BID	Banque Islamique de Développement
BN	Budget National
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CHU-GT	Centre Hospitalier Universitaire Gabriel TOURE
CHU-PG	Centre Hospitalier Universitaire de Point G
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CROCSAD	Comité Régional Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CTRC	Comité Technique Régional de Coordination
CEPRIS	Cellule d'Exécution des Programmes de Renforcement des Infrastructures Sanitaires
CPS	Cellule de Planification de la Statistique
CVECA-ON	Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées – Office du Niger
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DGMP-DSP	Direction Générale des Marchés Publics -Délégation de Service Public
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
DRPIA	Direction Régionale de la Production et des Industries Animales
DRSV	Direction Régionale des Services Vétérinaires
FCFA	Francs Communauté Financière Africaine
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances

MSAS	Ministère de la Santé et des Affaires Sociales
MSDS	Ministère de la Santé et du Développement Social
PDIRAAM	Programme Intégré de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali
P/P	Projets/Programmes
PREM	Plan de Réforme des Finances Publiques au Mali
PTI	Programme Triennal d'Investissement
RNP	Répertoire National des Projets
S/E	Suivi-Evaluation
SHPA	Système Hydraulique Pastorale Amélioré
SHVA	Système Hydraulique Villageoise Amélioré
SDR	Secteur du Développement Rural
SFD	Services Financiers Décentralisés
SG	Secrétariat Général
SLPIA	Service Local de la Production et des Industries Animales
TDR	Termes De Reference
UAPIA	Unité d'Appui de la Production et des Industries Animales
UGP	Unité de Gestion du Programme ou du Projet

INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi physique et financier des Projets/Programmes d'investissements publics et suivant l'ordre de mission n° **0114/MEF-SG du 14 décembre 2020**, une mission de la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) s'est rendue du 21 au 30 décembre 2020, dans les régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako.

L'équipe de la mission était composée de :

- M. Moussa **KONE**, DNPD, Chef de mission ;
- Mme HAIDARA Mariam **DIAKITE**, DNPD ;
- M. Oumar **SOGOBA**, DNPD ;
- M. Amadou DIAWARA, Directeur, DRPSIAP/Koulikoro ;
- M. Moussa DEMBELE, Représentant, DRPSIAP/Kayes ;
- Mme Kadidia SOGODOGO, Représentante, DRPSIAP/Bamako ;
- M. Sidy **COULIBALY**, Chauffeur.

La présente mission s'inscrit dans le cadre du programme annuel des missions de suivi-évaluation de l'année 2020, afin de dresser le point de la situation d'exécution physique et financière de cent (100) projets/programmes d'investissement public au Mali inscrits dans le PTI 2020-2022 et au BSI 2020 et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

Elle répond également à la mise en œuvre du « Plan de Réformes des Finances Publiques au Mali (PREM) » pour la période 2017-2021 d'une part et d'autre part à la mise en œuvre du plan d'actions des recommandations issues de l'étude commanditée par le Fonds Monétaire International (FMI) relative à « l'Étude diagnostique du système de Sélection, de Programmation et de Suivi-Evaluation des projets et programmes d'Investissements Publics au Mali ».

La présente mission a été appuyée par les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) des régions concernées.

Elle porte sur trois (03) projets en exécution dans les régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako.

Région de Kayes

- Programme Intégré de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), n° **RNP 2798**.

Région de Koulikoro

- Programme d'Appui au Renforcement de l'Élevage et de l'Économie Pastorale dans la Région de Koulikoro (AREP-K), n° **RNP 3083**.

District de Bamako

- Construction/Équipement des Hôpitaux, n° **RNP 3007**.

L'objectif visé par la DNPD, à l'issue de cet exercice, est de recueillir et publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances (cf. TDR en annexe 1).

Les résultats attendus de cette mission sont :

- l'état d'exécution physique et financier des P/P visités est mieux connu ;
- les contraintes et goulots d'étranglements à la bonne marche des P/P visités sont identifiés ;
- les recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

Dans le souci d'avoir des informations partagées et fiables, la mission a rencontré plusieurs personnes impliquées dans l'exécution desdits P/P.

Ci-jointe, la liste des personnes rencontrées et des documents consultés (annexe 2).

Le présent rapport est structuré autour des points suivants :

I. Déroulement de la mission

II. Principaux enseignements tirés de la mission

III. Suggestions, recommandations et propositions de solutions

IV. Annexes.

I. DÉROULEMENT DE LA MISSION

Sur le plan technique et méthodologique, la mission proprement dite s'est déroulée en deux (02) phases. Une première phase de séances de travail avec les Unités de Gestion des Projets (UGP) et/ou les services techniques qui a permis non seulement d'avoir une vue d'ensemble des P/P (niveau d'exécution physique et financière, état de passation des marchés, système de Suivi-évaluation mis en place pour le pilotage du projet), mais aussi d'établir un calendrier pour la poursuite des travaux. Une seconde phase de visite des réalisations physiques sur le terrain a permis de constater l'effectivité des réalisations, apprécier leur niveau d'exécution, d'identifier les difficultés rencontrées et d'échanger au besoin avec les bénéficiaires.

Par ailleurs, dans les localités visitées, la mission a rendu des visites de courtoisie aux autorités administratives avant de commencer le travail technique.

A. RÉGION DE KAYES

Dans la Région de Kayes, le Programme Intégré de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) a été concerné.

1. PROGRAMME INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES ET AQUACOLES AU MALI

L'objectif de développement du programme est de contribuer au développement économique du Mali par l'augmentation durable de la production et de la productivité du bétail, à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus des producteurs ruraux dans les zones d'intervention. Le PDIRAAM couvre tout le territoire national et s'exécute à travers trois (3) filières (qui sont aussi des projets). Il s'agit de :

- **la filière Viande rouge et Lait** qui vise à : (i) Améliorer durablement l'alimentation des animaux à travers une accessibilité accrue aux ressources pastorales et hydrauliques ; (ii) Améliorer la santé des animaux ; (iii) Accroître la quantité et qualité de la viande et du lait ; (iv) Améliorer la production et la productivité du bétail ; (v) Accroître le revenu des acteurs et (vi) Renforcer les capacités des acteurs.

Il est le premier projet financé sur les trois (3) dans le cadre PDIRAAM. Il a trois (3) composantes à savoir : (i) le Développement des filières des ressources animales ; (ii) l'Accès à la micro finance-islamique ; (iii) et la Gestion du projet.

Le projet concerne les régions de :

- **Kayes** : (i) Cercle de Kayes Nord commune de Koussané, Marena Diombougou, Segala, Sero Diamou et Karakoro ; (ii) Cercle de Yélimané commune de Diafounou Diongaga, Diafounou Tambacara, Fanga, Gory, Guidiné, Kirané Kagnaga, Konsiga, Krémis, Marékafo, Sompou, Tringa et Toya ; (iii) Cercle de Nioro du Sahel commune de Banière Koré, Diabigué, Diarra, Diaye Coura, Gavinané, Gogui, Guetema, Gadiaba Kadiel, Koréra Koré, Nioro Tougouné Rangabé, Sandaré, Simby, Yéréré, Nioro commune, Troucoumbé et Youri ; (iv) Cercle de Diéma commune de Béma, Diangouté Camara, Diéma, Dioumara Koussata, Fassou Débé, Gomitradougou, Groumera, Diéoura, Guédebiné, Lakamané, Lambidou, Madina Sacko, Sansakidé, Fatao, et Dianguirdé.
- **Koulikoro** : Cercle de Nara commune de Nara, Guénéybé, Guiré, Konronga, Ouagadou, Dilly, Niamana, Fallou, Dabo, et Allahina.

- **Ségou** : Cercle du Nord de Niono commune de Diabali, Dogofry, Nampalari et Sokolo).

Le coût du projet se chiffre à **13, 722 milliards F CFA** dont **12,850 milliards F CFA** au titre de la Banque Islamique de Développement (BID) soit **93,65%** et **872 millions F CFA** en ce qui concerne la Contrepartie nationale soit **6,35%**.

Les accords de prêts ont été signés le 03 août 2015 et ratifiés par le Gouvernement du Mali suivant le décret N°2015/0845/P-RM du 22 décembre 2015.

- **la filière Aviculture** qui vise à contribuer au développement des chaînes de valeur avicole notamment l'augmentation de la production, la valorisation des produits et l'amélioration des conditions de vie des communautés.
- **la filière Aquaculture** qui vise à contribuer au développement des chaînes de valeur aquicole notamment l'augmentation de la production, la valorisation des produits et l'amélioration des conditions de vie des communautés.

1.1. Séances de travail tenues dans le cadre de la mission

L'équipe de la mission a effectué une séance de travail avec l'Unité de Gestion du Projet. Elle a été reçue par le Coordinateur, Dr. Souleymane BAH et son équipe. À travers cette séance de travail, il s'agissait pour l'équipe de la mission d'expliquer d'abord les objectifs visés par la présente mission, mais aussi de passer en revue l'exécution du projet et de discuter des difficultés rencontrées dans le cadre de sa mise en œuvre.

De ces échanges, il ressort que les activités concernant l'insémination artificielle et la composante microfinance islamique ont pu démarrer. Aussi, le projet a reçu 600 millions de FCFA de la part de la BID. Ce fonds servira à financer les microprojets d'embouche bovine et ovine, la vente d'aliments bétails et la production laitière. Dans le cadre de la micro finance islamique, des contrats ont été signés d'une part, entre la BMS et les Système-Financier Décentralisé partenaires (NIESIGUIISO à Kayes, CAECE- JIGISEME à Nara et CVECA-ON à Niono) et d'autre part, entre les SFD et les bénéficiaires (agriculteurs, groupements ou coopératives, agro-pasteurs et autres acteurs des filières) afin de faciliter la gestion de proximité des crédits. A ce jour, 39 coopératives ont postulé dont 11 à Kayes, 8 à Yélimané, 14 à Nara, et 7 à Niono.

1.2. Réalisations physiques

Les réalisations physiques n'ont pas encore démarré, cependant les études APS et APD, sont disponibles après leur validation à travers des ateliers nationaux regroupant tous les acteurs concernés.

Les réalisations physiques prévues par rapport aux infrastructures (143 micro-projets) sont répartis comme suit (14 ateliers d'embouche, 14 aires d'abattage, 10 postes vétérinaires, 15 parcs de vaccination, 04 marchés à bétails, 06 mini-laiteries, 10 marres à réhabiliter, 05 périmètres pastoraux à réhabiliter, 07 périmètres pastoraux à créer, 360 km de pistes de transhumance, 15 km de pistes rurales, 10 puits citernes (SHPA), 17 puits directs (SHVA), 12 puits pastoraux (SHPA). Toutefois les Dossiers d'Appel d'Offre sont élaborés et sont déjà soumis à la BID pour son avis de non objection.

1.3. Réalisations financières

Le cumul des décaissements enregistrés au 31 octobre 2020 s'élève à **1,681 milliards de F CFA** sur un financement acquis de **13,722 milliards de F CFA**, soit un taux de décaissement de **12,31%**.

Le Gouvernement de la République du Mali a contribué à hauteur de **205 millions de F CFA** sur une contrepartie totale de **872 millions de F CFA**, soit un taux de décaissement de **23,44%**. La Banque Islamique de Développement Mondiale (BID) a contribué à hauteur de **1,476 milliards de F CFA** sur un financement total acquis de **12,850 milliards de F CFA**, soit un taux de décaissement de **11,35%**.

Tableau 1 : Situation détaillée des financements et décaissements par année

(Montants en millions de F CFA)

Source de financement	Cout du projet (F CFA)	Décaissements (F CFA) /Années					
		2017	2018	2019	2020	Total	Taux (%)
BID	12 850 197 630	286	261	137	791	1 476	11,35
GRM	872 422 810	100	38	47	19	205	23 ,44
Total	13 722 620 440	386	299	184	810	1 681	12,31

Source : fiche de suivi et d'évaluation

1.4. Système de suivi évaluation

Le système de suivi-évaluation du programme tel que défini dans le **manuel de suivi-évaluation** qui détermine les mécanismes et outils des interventions est basé sur une approche participative qui se situe à trois (3) niveaux : (i) **le niveau communal** où plusieurs catégories d'acteurs notamment les CLOCSAD, CCOCSAD définissent le choix des actions et leurs mises en œuvre. Les agents des SLPIA, UAPIA, et ceux des secteurs et postes vétérinaires ont en charge le remplissage et la remontée des fiches de collecte des données au niveau hiérarchique ; (ii) **le niveau régional** où le CROCSAD, le CTCR, la DRPIA et la DRSV supervisent, suivent et appuient les communautés à la base sur les activités et actions menées au niveau régional. Chaque trimestre, ces deux directions sont chargées de la compilation des données/informations et leurs remontées au niveau central ; (iii) le niveau central où sont concentrés différents décideurs (le Ministère de tutelle, le Comité de pilotage, l'Unité de Gestion du Projet...) décident des questions de coordination et d'harmonisation des approches ainsi que la définition des stratégies et politiques réalistes.

1.5. État des passations de marchés

Les principaux marchés passés dans le cadre de la mise en œuvre du projet se présentent comme suit :

Intitulé du marché	Date de lancement	Date de signature
Recrutement d'un Cabinet d'Audit des Comptes du PDIRAAM	17/04/2018, Essor N° 18653	Contrat N°147/CPMP/MEP/MEADD/2019 en date du 27/02/2019
Recrutement d'un Consultant en Microfinances Islamique	J.A. N° 2955 du 27 au 02/08/2017 ; Essor n°18492 DU 22/08/17	Contrat N° 02066/CPMP/MEP-MEADD/2019) en date du 13/08/2019
Recrutement d'un Consultant chargé des Etudes Techniques	J.A. n°2948 du 09 au 15/07/2017	Contrat N°04832/DGMP/DSP-2019) en date du 10/01/2020

1.6. Visite des réalisations physiques

La visite a porté sur les infrastructures suivantes :

1.6.1. Village de Dioumara/ Commune de Dioumara Kouta

L'équipe de la mission en compagnie de M. Djiguiba Coulibaly conseiller à la Mairie, a visité le site destiné à abriter le marché à bétail multifonctionnel sur une superficie de 2 ha. L'infrastructure bénéficiera d'une adduction d'eau potable dont deux points ont été identifiés.

Au dire de M. Djiguiba, certains acteurs ont déjà bénéficié de la part du programme une formation sur l'insémination artificielle et la gestion à Diéma.



Site du marché à bétails

1.6.2. Cercle de Diéma

A Diéma, la visite a concerné :

- la marre de Diéma : elle s'étend sur des milliers de mètres, et a été empoisonnée par la mairie dans le passé selon le 1^{er} adjoint au maire . Les relevés topographiques sont faits en vue du surcreusement.
- le poste vétérinaire : prévu au centre-ville, il sera réalisé sur une parcelle d'environ 900 m². Toute fois le site retenu abritait un ancien bâtiment qui est démolie aujourd'hui.



Marre de Diéma

1.6.3. Site de Diancounté/ Commune de Diancounté Camara

Un grand site d'une superficie d'environ 3.5 ha est prévu pour abriter à la fois, un poste vétérinaire, une aire d'abattage et une mini laiterie. Les points d'eau sont identifiés de même que l'emplacement des différentes infrastructures. Avant le début des travaux, les bénéficiaires ont sollicité l'appui du PDIRAAM en termes de formation.

1.6.4. Village de Séro/ Commune de Séro Diamanou

A Séro, la mairie a prévu 2 ha pour la construction d'un atelier d'embouche. S'il est vrai que le bureau d'étude est passé pour les besoins d'études, et que les points d'eau ont été identifiés sur le site en vue de réaliser un forage, le Maire a attiré l'attention de la mission par rapport à la réalisation du forage. A ses dires, un puit à grand diamètre est préférable à un forage puisque plus on descend en profondeur plus l'eau devient salée et imbuvable. Actuellement le château d'eau de Séro tire sa source d'un forage qui est situé à Diadioumbéra un village voisin.



Site atelier d'embouche

1.6.4. Village de Diadioumbéra / Commune de Séro Diamanou

La mission a été reçue par le chef de village et ses conseillers. Était présent aussi le maire de Séro. Le site qui doit abriter le poste vétérinaire a été attribué par le chef de village lui-même. Le bâtiment est un ancien logement d'un mandateur. Le premier lot offert était trop petit, mais, par la suite le chef du village a augmenté l'espace en vue de construire le poste.

Par ailleurs, les bénéficiaires ont soulevé certaines inquiétudes notamment, l'indisponibilité de l'aliments bétail, la maladie transfrontalière appelé SAFA qui tire son origine de la transhumance des animaux qui viennent de la Mauritanie.

La mission leur a conseillé d'anticiper la création d'une coopérative d'éleveur. Le futur poste vétérinaire se chargera de traiter et de suivre la transhumance Mauritanie -Mali.



Site du poste vétérinaire

1.6.5. Village de Kersiquané / Commune de Khouloun

Il sera réalisé une mini laiterie à Kersiquané. Un site d'un hectare est prévu pour abriter l'infrastructure. Elle est située à proximité du marché à bétail qui avait été construit par le PADESO en son temps. Le choix de Khouloun est justifié par le fait que la commune est un bassin laitier. En vue de faciliter l'accès au site, une piste rurale de 5 km doit être construite aussi.

1.7. Les constats

À la suite des entretiens, des visites des sites acquis par le Programme et des documents exploités, les principaux constats qui se dégagent de la mission sont :

- la nécessité de diligenter l'obtention de l'ANO de la BID, afin de procéder à un appel d'offre internationale ;
- la poursuite du renforcement des capacités des bénéficiaires en procédant à leur formation ;
- la nécessité d'exécuter les travaux en étroite collaboration avec la main d'œuvre locale ;
- la nécessité d'impliquer les communes dans les travaux des futurs chantiers ;
- l'urgence de créer les coopératives dans les villages, communes pour lesquels ce ne sont pas encore faites.

B. RÉGION DE KOULIKORO

1. PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA RÉGION DE KOULIKORO (AREPK)

L'Objectif global du programme est de soutenir les activités de l'élevage favorisant l'entrepreneuriat agricole et la création d'emplois pour les femmes et les hommes dans la région de Koulikoro.

Spécifiquement, il vise à renforcer durablement l'offre de services aux éleveurs pastoraux et agropastoraux (hommes et femmes) grâce à des partenariats entre les associations d'éleveurs, les collectivités, les services techniques et les opérateurs privés.

Les activités du projet se déroulent dans les régions de Koulikoro, Nara, Dioïla, et les cercles de de Kolokani, et Banamba.

Le coût global de l'AREP-K est de **5,220 milliards FCFA**. Financé conjointement par la Coopération Belge au Développement (ENABLE) pour **4,920 milliards FCFA** et le gouvernement de la République du Mali pour **300 millions FCFA**.

Le projet soutient les éleveurs et les agropasteurs afin de leur permettre de mieux accéder aux services et aux infrastructures nécessaires au développement de leurs filières. À long terme, cela leur permettra d'augmenter leurs revenus et ainsi de renforcer l'économie locale et plus particulièrement le secteur d'élevage de la région, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ses populations.

1.1. Séances de travail tenues dans le cadre de la mission

L'équipe de la mission a effectué une séance de travail avec le Coordinateur du programme, M. Alpha Gouro Diall. La rencontre a servi de cadre pour l'équipe de la mission d'expliquer les objectifs visés par la présente mission, mais aussi de passer en revue l'exécution du programme et d'échanger sur les difficultés et contraintes rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre des activités.

Ensuite le Coordinateur, a clarifié que le Projet d'Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale (AREPK) ; tout comme le Projet de Lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (LCIANK) correspondent aux objectifs spécifiques des volets du Programme sectoriel « **Croissance économique durable et inclusive en favorisant le développement rural et la sécurité alimentaire** » qui est axé sur le développement de l'économie locale à travers un renforcement de l'élevage et la résilience des ménages à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, il est important de noter que la Convention Spécifique de ce programme sectoriel a été signée le 13 septembre 2017.

1.2. Réalisations physiques

Les principales activités réalisées sont :

- Information et sensibilisation des CT sur l'importance de Schéma d'aménagement pastoral, Formation des agents SLPIA+SV des cercles de Dioïla et Banamba ;
- Restitution des résultats des études de faisabilité de 07 périmètres pastoraux dans le cercle de Nara aux populations riveraine ;

- Poursuite des travaux de construction de 11 banques d'aliment bétail (BAB) dans les cercles de Banamba, Kolokani et Dioïla ;
- Accompagnement du processus mise en place de champs écoles agropastoraux dans les cercles de Nara, Kolokani, Banamba et Dioïla qui a conduit à la formation de 270 emboucheurs dont les femmes représentent 47% soit 126 femmes ;
- Poursuite de l'élaboration des DAO pour la mise en place des rôtisseries, boucheries, des aires d'abattage et des aires de séchage des cuirs et peaux ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation de 6 marchés à bétail : Banamba, Massigui, NGolobougou, Markacoungo, Nara et Béléco ;
- Réception des équipements de maintenance des installations des périmètres pastoraux ;
- Poursuite de l'élaboration des DAO pour la mise en place de (02) unités de séchage de viande a énergie hybride (solaire et gaz) à Banamba et à Nara ;
- Réception provisoire des travaux de construction d'un complexe de marche a bétail couple avec une aire d'abattage améliorée équipée d'une chambre froide dans la commune urbaine de Koulikoro ;
- Poursuite de l'introduction de coqs améliorateurs wassachè et des noyaux multiplicateurs dans 200 poulaillers ;
- Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action dans le cadre cluster viande bovine Fana (PME de transformation et commercialisation (DISNEPAL) et OP d'embouche) ;
- Poursuite des appuis non financiers de proximité aux emboucheurs des cercles de Banamba, Dioila, Kolokani et Nara ;
- Mise en œuvre de la convention de subside avec ICRAF dans le cadre de la promotion des cultures fourragères par la mise en place des centres ressources et des villages climato-intelligents ;
- Poursuite de l'extension de la sélection du zébu Maure ;
- Recyclage des éleveurs sélectionneurs et des agents d'encadrement du cercle de Nara ;
- Livraison d'aliment bétail aux 140 ES de Nara et de Kolokani, anciens et nouveaux ES ;
- Livraison de petits matériels d'élevage aux 70 nouveaux ES de Nara et de Kolokani.

1.3. Réalisations financières

Le cumul des décaissements enregistrés au 30 septembre 2020 s'élève à **1,351 milliards de F CFA** sur un financement acquis de **5,220 milliards de F CFA**, soit un taux de décaissement de **25,88%**.

Le Gouvernement de la République du Mali a contribué à hauteur de **43 millions de F CFA** sur une contrepartie totale de **300 millions de F CFA**, soit un taux de décaissement de **14,33%**. La Belgique a contribué à hauteur de **1, 308 milliards de F CFA** sur un financement total acquis de **4, 920 milliards de F CFA**, soit un taux de décaissement de **26,58%**.

Tableau 1 : Situation détaillée des financements et décaissements par année
(Montants en millions de F CFA)

Source de financement	Cout du projet (F CFA)	Décaissements (F CFA) /Années			
		2019	2020	Total	Taux (%)
Belgique	4 920 000 000	507	801	1, 308	26,58
GRM	300 000 000	7	36	43	14,33
Total	5 220 000 000	514	837	1, 351	25,88

1.4. Système de suivi évaluation

Le suivi interne du programme est assuré par un spécialiste en **suivi** évaluation. Quant au suivi externe notamment les travaux, ils sont assurés par des bureaux d'études recrutés à la suite d'un appel d'offre ouvert.

1.5. État des passations de marchés

Les informations relatives aux marchés fournies par la DFM sont :

- Le contrat N°01432/CPMP/MEP-MEADD 2020 du/05/2020 relatif à la réalisation des travaux de construction de mur de clôture d'un complexe à bétail couplé avec une aire d'abattage améliorée dans la commune urbaine de Koulikoro, d'un montant de 24 518 689 FCFA TTC attribué à EKA Sarl BTP pour un délai d'exécution de 60 jours ;
- Le contrat N°01432/CPMP/MEP-MEADD 2020 du 30 / 10/ 2020 relatifs à la réalisation des travaux de construction de mur de clôture d'un complexe à bétail couplé avec une aire d'abattage améliorée d'une superficie de 4 ha (2eme partie) au profit d'AREP K, d'un montant de 11 011 748 FCFA TTC attribué à EKA Sarl BTP pour un délai d'exécution de 30 jours ;

En 2019, les marchés N°4053 /CPMP/MEP-MEADD 2019 relatif à la réalisation des travaux de mur de clôture d'un complexe à bétail couplé avec une aire d'abattage améliorée dans la commune urbaine de Koulikoro (lot1) et N°4054/CPMP/MEP-MEADD 2019 relatif à la réalisation des travaux d'aménagement du mur d'un complexe à bétail couplé avec une aire d'abattage améliorée dans la commune urbaine de Koulikoro (lot2) toutes approuvés le 12/11/2019 n'ont pas pu être exécutés.

1.6. Visite des réalisations physiques

La visite a concerné **le complexe de marché à bétails couplé avec une aire d'abattage améliorée**, situés dans la zone industrielle de Koulikoro.

Le complexe est bâti sur une superficie de 4 ha et comprend : 05 aires d'abattage améliorées, 03 magasins de stockage d'aliments bétails, 03 marchés à bétails (gros ruminants), 03 marchés à bétails (petits ruminants), 02 postes de contrôle, 02 blocs de deux bureaux, 02 aires de séchage, 01 parc de vaccination, 01 parc d'attente, 01 quai d'embarquement.

Les travaux ont débuté en août 2019 par le mur de clôture qui est financé sur le Budget National. C'est le 15 juin 2020 que les travaux restants ont commencé pour un délai de 120 jours. Le 09 décembre 2020, a lieu la réception provisoire, aucune réserve n'a été formulée.



Aire d'abattage améliorée



Marché à bétails



Aire de séchage

1.7. Les constats

- Au niveau du mur de clôture, il reste le portail et le crépissage. Selon l'entreprise en 2020, ils n'ont reçu que 11 millions de F CFA sur montant global de 29 millions de FCFA HT sur le budget national.
- la faible capacité de l'abattoir (trop petit), et le nombre de bouche de robinet (2 sur 4 prévu). Selon les bénéficiaires, cela résulte des insuffisances dans le plan initial.

C. DISTRICT DE BAMAKO

1. CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DES HÔPITAUX

1.1. Séances de travail tenues à la DFM dans le cadre de la mission

La mission s'est entretenue avec M. Mahamoud DRAME, Directeur Adjoint de la DFM du Ministère de la Santé et du Développement Social (MSDS). Selon lui, le projet de Construction/Equipements hôpitaux sous la tutelle de son Ministère est une vision présidentielle qui a été matérialisée dans la Loi des Finances. Dans le souci d'une meilleure exécution du projet, le MSDS a signé une convention de maîtrise d'ouvrage délégué avec l'Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements Ruraux (AGETIER-Mali).

L'objectif global du projet vise l'amélioration du plateau technique et la diminution des évacuations sanitaires. De ce fait les travaux concerneront la Construction de l'hôpital de Koutiala, de l'hôpital de Koulikoro ainsi que la Fourniture d'équipements, de maintenance et la réhabilitation de 3 centres hospitaliers : CHU Gabriel TOURE, Polyclinique des Armées de Kati et CHU Point G. Le Coût total du projet est de **40 435 165 052 FCFA TTC**.

1.2. Réalisations physiques

Elles concernent :

- la réhabilitation et l'équipement du service de radiologie et d'Imagerie médicale qui sont totalement achevés et fonctionnels au CHU GT ;
- la réhabilitation et l'équipement de deux blocs opératoires du service des urgences au CHU GT ;
- les travaux de l'hôpital de Koutiala qui ont démarré officiellement le 15 décembre 2020. Les différents plans d'exécution sont dans le circuit de validation avec le bureau de suivi en collaboration avec celui du contrôle décennal de garantie. L'entreprise a pris possession du chantier et les travaux d'installation de chantier sont en cours.

Le paiement des avances de démarrage pour les travaux de Koutiala et Koulikoro ont été mobilisées par les entreprises. En ce qui concerne l'hôpital de Koulikoro, les travaux n'ont pas encore démarré car les limites officielles ne sont pas connues à cause du retard dans la déclaration d'utilité publique de la zone d'implantation.

1.3. Système de Suivi-évaluation

Le suivi est assuré par l'Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements Ruraux (AGETIER) (maître d'ouvrage déléguée) avec qui le Ministère de la santé et des Affaires sociales (MSAS) a signé une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée. L'Agence est chargée de faire le point de l'exécution physique et financière du projet. Elle assure le pilotage des études dont elle en confie l'exécution et le suivi des travaux aux bureaux d'études. Une réunion de suivi hebdomadaire des Travaux est organisée entre le MSAS et les Agences d'exécution. Ladite réunion est sanctionnée par un PV.

En outre, la Cellule d'Exécution des Programmes de Renforcement des Infrastructures Sanitaires (CEPRIS) qui est un Service spécialisé du Ministère suit, coordonne et supervise l'ensemble des études et des opérations relatives aux projets/ programmes de renforcement des infrastructures sanitaires. C'est à ce titre qu'elle a participé au montage des DAO, de même, elle analyse le travail fourni par l'AGETIER.

1.4. Situation financière

Le cumul des décaissements enregistrés au 31 décembre 2020 s'élève à **7,754 milliards de F CFA** sur un financement acquis de **22,400 milliards de F CFA**, soit un taux de décaissement de **34,62%**.

1.5. État de passation des marchés

Les informations relatives aux marchés fournies par la DFM sont :

- le marché N°04452/DGMP/DSP 2019 du 07 novembre 2019 relatif au travaux de Construction de l'hôpital de Koulikoro, d'un montant de 12 190 161 548 FCFA TTC payable sur exercice budgétaire 2019, 2020 et 2021 attribué à l'Entreprise Anta Construction pour un délai d'exécution de 24 mois ;
- le marché N°04450/DGMP/DSP 2019 du 07 novembre 2019 relatif au travaux de Construction de l'hôpital de Koutiala, d'un montant de 12 123 563 154 FCFA TTC payable sur exercice budgétaire 2019, 2020 et 2021 attribué à C IMMO SAS pour un délai d'exécution de 24 mois ;
- le marché N°04636/DGMP/DSP 2019 du 17 décembre 2019 relatif au services de consultants pour les études, le contrôle et la surveillance des travaux de Construction de l'hôpital de Koutiala, d'un montant de 248 354 600 FCFA TTC payable sur exercice budgétaire 2019, 2020 et 2021 attribué au Groupement CRESI ENGINEERING/CREA ASSOCIATES/FUTUR A pour un délai d'exécution de 24 mois ;
- le marché N°04727/DGMP/DSP 2019 du 26 décembre 2019 relatif au services de consultants pour les études, le contrôle et la surveillance des travaux de Construction de l'hôpital de Koulikoro, d'un montant de 208 535 500 FCFA TTC payable sur exercice budgétaire 2019, 2020 et 2021 attribué au Groupement CEST SARL/ CHB-ARCHITECTURE/CAUREX SARL pour un délai d'exécution de 24 mois ;
- le marché N°04536/DGMP/DSP 2019 du 10 décembre 2019 relatif à la Fourniture d'équipements, maintenance et réhabilitation de trois (03) centres hospitaliers : Centre Hospitalier Universitaire Gabriel TOURE de Bamako, Polyclinique des Armées de Kati et Centre Hospitalier Universitaire de Point G (LOT1 : Travaux de réhabilitation du Centre Hospitalier Universitaire Gabriel, de la Polyclinique des Armées de Kati et du Centre Hospitalier Universitaire de Point G) d'un montant de 3 909 997 850 FCFA TTC payable sur exercice budgétaire 2019, 2020 et 2021 attribué à MARYLIS BTP COTE D'IVOIRE pour un délai d'exécution de 08 mois ;
- le marché N°04536/DGMP/DSP 2019 du 10 décembre 2019 relatif à la Fourniture d'équipements, maintenance et réhabilitation de trois (03) centres hospitaliers : Centre Hospitalier Universitaire Gabriel TOURE de Bamako, Polyclinique des Armées de Kati et Centre Hospitalier Universitaire de Point G (LOT2 : Fourniture et Installation d'équipements au profit du Centre Hospitalier Universitaire Gabriel, de la Polyclinique des Armées de Kati et du Centre Hospitalier Universitaire de Point G) d'un montant de 3 909 997 850 FCFA TTC payable sur exercice budgétaire 2019, 2020 et 2021 attribué à MARYLIS BTP COTE D'IVOIRE pour un délai d'exécution de 08 mois ;

- la convention de Maîtrise d’Ouvrage Délégué N°347/2019/IP entre le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales (MSAS) d’une part et l’Agence d’Exécution des Travaux d’Infrastructure et d’Equipements ruraux (AGETIER) d’autre part, relatif au Travaux de construction/ réhabilitation d’infrastructure sanitaires dans les centres Hospitaliers Universitaires de Point, Gabriel TOURE et la Polyclinique des Armées de Kati ; et acquisition et installation des équipements destinés à leur fonctionnement. Le montant délégué pour les travaux est reparti comme suit : (i) de 70 000 000 FCFA pour la surveillance et le contrôle des travaux, (ii) 3 909 997 850 FCFA pour les travaux et (iii) 11 856 442 500 pour les équipements. Les honoraires de la maîtrise d’ouvrage délégué est de 285 000 000 FCFA soit 1, 8% du montant délégué.

1.6. Visite des réalisations physiques

L’équipe de la mission accompagnée du surveillant du CHU GT a visité les réalisations suivantes :

- **le service de Radiologie et d’Imagerie Médical** : les travaux sont bouclés et le service est fonctionnel. En termes d’équipements acquis, on note une Radio os poumon, une Radio pour les examens spécialisés, un scanner 64 barrettes, un scanner 16 barrettes et deux appareils d’échographie.



Radio os poumon



Radio pour examens spécialisés



Scanner 64 barrettes



Appareil d'échographie mammographie

- **le service d'accueil des Urgences** : deux blocs opératoires ont été réhabilités et attendent d'être réceptionnés. Chaque bloc est équipé d'un aspirateur, d'une table d'anesthésie et d'une table chirurgicale et d'autres équipements.



Bloc opératoire



Table d'anesthésie

1.7. Les constats

- diligenter la fourniture du reliquat des équipements des blocs opératoires ;
- accélérer la réhabilitation du service de réanimations notamment les dalles ;

II. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION

Les principaux enseignements tirés au terme de la présente mission se résument à :

- la difficulté d'accès aux informations auprès des structures de tutelle de certains projets/programmes (problème d'archivage et de mobilité/indisponibilité du personnel...) ;
- le bien-fondé des réalisations visitées (sur le terrain), compte tenu de leur importance dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires ;
- la nécessité de la mise en place par l'Etat, à travers les services techniques appropriés et les collectivités décentralisées, de mécanismes pour assurer la viabilité/pérennité des infrastructures réalisées après la clôture des Projets ;
- la nécessité de pérenniser les missions de suivi physique et financier eu égard à l'importance de disposer d'informations fiables et actualisées sur le niveau de réalisation des activités sur le terrain ;
- le retard et les difficultés de paiement des mandats au niveau du Trésor pour les entreprises en charge des travaux ;
- l'engouement exprimé par les services techniques, les UGP des P/P et les bénéficiaires pour la mission de suivi-évaluation, qui constitue pour ces derniers des motifs réels de satisfaction dans le cadre du suivi des investissements publics;
- la nécessité de renforcer davantage les missions de suivi-évaluation des investissements d'une part, pour une meilleure programmation et budgétisation desdits investissements lors des arbitrages budgétaires du BSI et du PTI et d'autre part instaurer le dialogue entre la DNPd et les différentes parties prenantes des projets notamment les services techniques;

III. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

N°	Difficultés/Problèmes Rencontrés	Causes	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES AU MALI (PDIRAM)					
1.	Insuffisance dans la mobilisation des ressources de l'Etat.	Les notifications budgétaires sont inférieures aux inscriptions, toute chose qui compromet dangereusement l'exécution des activités planifiées.	Mobilisation inadéquate de la contrepartie Malienne (faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'Economie et des Finances pour permettre l'augmentation des budgets inscrits au cours des arbitrages).	DFM/MAEP, PDIRAAM, CPS/SDR, DNPD	Mai 2021.
2.	Le montant du compte spécial ne permet pas de mener beaucoup d'activités et le processus du décaissement des fonds est relativement long (le temps de la production du rapport d'audit, de l'élaboration de la demande de décaissement et du réapprovisionnement du compte).	La faiblesse du seuil de décaissement pour alimenter le compte spécial (265 000 000 FCFA). (Cf. aux clauses de l'accord de prêt)	Intercéder auprès de la BID pour rehausser le niveau d'approvisionnement du compte spécial (au moins à 500 000 000 FCFA)	MAEP, MEF, BID	Immédiat
CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DES HÔPITAUX					
1	Procédures de passation de marché pour le recrutement d'un BCT (Bureau de contrôle technique de garantie décennale)	ce processus n'a pas démarré en même temps que les autres.	Le contrat a pu être engagé en fin d'année et le circuit de signature est quasiment terminé. Il reste sa numérotation à la DGMP.	DFM	Avant fin janvier 2021.

2	. L'entreprise n'a pas pu avoir accès au site pratiquement durant toute l'année 2020,.	Problème foncier lié à au dédommagement des propriétaires expropriés pour cause d'utilité publique ; Soulèvements des récipiendaires dans le cadre des travaux de construction de l'Hôpital de Koutiala ; Le service des domaines n'a pas joué pleinement son rôle	Une concertation avec le département des domaines a été organisée sur sollicitation du Ministère de la Santé. Et une attente a pu être trouvée avec les autorités coutumières pour calmer les expropriés en attendant la finalisation des documents et le dédommagement.	MAFUH	Nous espérons une finalisation de ces procédures d'ici mars à avril 2021.
3	La non ouverture automatique de la ligne 23-5-1-02 dédiée au projet	A voir auprès du MEF	Procéder à l'ouverture de la ligne à travers les arrêtés d'ouvertures et cela à l'image des autres natures de dépense	DGB	Immédiatement avec l'ouverture du premier semestre du budget 2021
5	Procédures de passation de marché pour le recrutement d'un BCT (Bureau de contrôle technique de garantie décennale)	ce processus n'a pas démarré en même temps que les autres.	Le contrat a pu être engagé en fin d'année et le circuit de signature est quasiment terminé. Il reste sa numérotation à la DGMP.	DFM	Avant fin janvier 2021.
6	Problème foncier lié tout d'abord à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'Hôpital de Koulikoro	Le service des domaines n'a pas joué pleinement son rôle	Une concertation avec le département des domaines a été organisée sur sollicitation du ministère de la santé. Le dossier a été transmis aux services des domaines il y a des mois sans suite.	MAFUH	Nous espérons une finalisation de ces procédures d'ici mars à avril 2021.

CONCLUSION

La présente mission s'inscrit dans le cadre du programme annuel de suivi-évaluation de cent (100) projets et programmes d'investissement public au Mali inscrits au PTI 2020-2022 et au BSI 2020. L'objectif visé est de recueillir et de publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali en vue d'améliorer la qualité de programmation et de budgétisation des investissements publics.

À cet effet, elle a été réalisée à travers les entretiens auprès des UGP, des services techniques, de certains bénéficiaires et la visite de certaines réalisations. Les échanges menés avec les parties prenantes ont permis de proposer des solutions aux contraintes et difficultés signalées.

Les différentes réalisations visitées au vu de leur importance et leur impact sur le développement socio-économique des zones bénéficiaires en particulier et du pays en général, doivent être pérennisées, accompagnées et suivies afin de renforcer la dynamique des investissements réalisés, et d'assurer leur bonne exécution dans le temps imparti.

Par ailleurs, eu égard à l'engouement suscité au niveau des services des départements sectoriels, et les bénéficiaires, la DNPDP devra s'atteler à la communication des rapports de mission pour une plus grande visibilité du processus de suivi évaluation.

Enfin, les recommandations formulées doivent faire l'objet d'un suivi pour s'assurer de l'effectivité de leur mise en œuvre.

IV. ANNEXES

Annexe 1 : TDR

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 3 : Liste des documents de travail

ANNEXE 1 : TDR

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

République du Mali
Un Peuple-Un But-Une Foi

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT



**TERMES DE REFERENCE DU PROGRAMME
ANNUEL DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER DE
100 PROJETS ET PROGRAMMES
D'INVESTISSEMENTS PUBLICS POUR L'ANNEE
2020**

Effet stratégique n°2 du PREM : " Conformément aux normes internationales, le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense publique".

Activité 2.1.3.4: "Intensifier les missions de suivi des projets et programmes"

Février 2020

I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I - 1 - Contexte

Le suivi trimestriel de l'exécution du BSI a été régi par l'Instruction **N° 3/MP-MFC du 3 Septembre 1990** pour mieux suivre l'exécution du BSI avec la possibilité de sanctionner les gestionnaires de projets défaillants.

Les conclusions du séminaire sur le « Renouveau de la Planification » tenu à Ségou du 15 au 18 janvier 1996, font ressortir entre autres, la faiblesse du système de conception, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des projets et programmes de développement. A cet égard, il a été recommandé la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation systématique des projets et programmes.

Toutefois, malgré des efforts considérables déployés, le processus de suivi-évaluation des investissements publics reste problématique.

L'«**Etude sur l'amélioration des taux de décaissement des projet et programmes au Mali** » indique dans ses conclusions :

- une faiblesse du suivi des projets et programmes (P/P) au niveau des ministères de tutelle;
- un manque de ressources humaines compétentes au niveau des CPS;
- des comités de pilotage chargés de la supervision des P/P dont la fonction se résume à des réunions périodiques.

Aussi, « **l'Etude diagnostique du système de Sélection, de Programmation et de Suivi-Evaluation des Projets/Programmes d'Investissement Public assortie d'un Plan d'Action pour le Renforcement des Capacités** » relève également quelques insuffisances du système de suivi-évaluation des projets et programmes :

- ◆ le suivi physique de l'état d'exécution technique des projets inscrits au PTI se fait très timidement et se limite à de rares visites de terrain effectuées par les CPS et les DTSS dans le cadre de leurs missions ordinaires;
- ◆ le cadre de concertation semestriel (2 fois par an) sous l'autorité de la DNPD et qui regroupe les DAF et les CPS qui passe en revue l'exécution des projets sectoriels ainsi que l'état d'évolution des nouveaux projets dans leur cycle, n'est pas suffisamment développé;
- ◆ les problèmes récurrents liés aux outils sont surtout le mauvais remplissage des fiches BSI, le retard de transmission et les lenteurs dans les feedback;
- ◆ le suivi technique des programmes régionaux qui exige les visites de terrain au sein des projets en exécution sous l'égide du Conseil Régional avec la participation de la DRPSIAP, des DRS et des PTF n'est pas encore généralisé;
- ◆ l'utilisation de fiches de suivi-évaluation des projets/programmes n'est pas généralisée. Le rôle central que doit jouer le Conseil Régional dans le domaine notamment du suivi de la mise en œuvre des mesures et de la diffusion des résultats du suivi financier des projets régionaux reste à initier.

I – 2 – Justification

Le gouvernement du Mali fournit des efforts pour accroître ses dépenses d'investissement dans le budget de l'Etat. Cette orientation de politique économique est particulièrement affirmée depuis les années 2010, dans le cadre du programme soutenu par la facilité élargie de crédit avec le FMI.

Ainsi, des financements très importants sont consentis chaque année dans la mise en œuvre de projets, programmes ou politiques publiques de développement pour l'amélioration des conditions de vie des populations. La mise en œuvre de ces projets et programmes d'investissement public est en partie assurée par l'aide publique au développement des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

A cet effet, les exigences d'efficacité et de transparence de l'action publique vis-à-vis des populations bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers voudraient que chaque acteur, à quelque niveau que ce soit, soit redevable de ses agissements.

Le suivi-évaluation des politiques publiques et des projets/programmes doit être inscrit au centre de l'action publique afin de concrétiser et de rendre visibles les efforts du Gouvernement et impose aux acteurs impliqués dans la planification, la programmation et la gestion des investissements publics de répondre désormais à des questions telles que : nos politiques publiques apportent-elles les changements souhaités ? Nos programmes et projets produisent-ils les effets escomptés ? Quels types d'ajustements sont désirables pour améliorer leur performance ?

Fortement lié à la rationalisation de l'action publique, le suivi-évaluation vise à déterminer dans quelle mesure une politique publique, un programme ou un projet atteint les objectifs qui lui sont assignés et, surtout, dans quelle mesure les impacts escomptés auprès des publics cibles sont produits. Il fournit ainsi aux citoyens, aux parlementaires, aux autorités administratives et aux bailleurs de fonds, une appréciation neutre et objective, fondée sur des éléments probants, favorisant la transparence dans l'utilisation des ressources, aidant les administrateurs de programmes à gérer en fonction des résultats et favorisant l'amélioration continue des politiques, projets et programmes.

C'est dans ce cadre qu'à la suite de la mise en œuvre des deux (2) phases du Plan d'Action du Gouvernement pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques, phases (PAGAM/GFP), exécutées de 2006 à 2009 pour la phase I et de 2011 à 2015 pour la phase II, notre pays s'est inscrit dans une nouvelle vision de gestion des finances publiques sur la période 2017-2021 dénommée "**Plan de Réforme des Finances Publiques au Mali**" (PREM) qui offre l'une des conditions préalables à l'émergence. Ce cadre se traduit par des institutions, des ressources humaines, **des pratiques de gestion et des systèmes d'information** qui permettent au pays de s'aligner sur les normes et meilleures pratiques internationales, en particulier dans les différents domaines de la gestion budgétaire et du contrôle parlementaire et citoyen de l'action publique.

Ainsi, les activités programmées dont les missions de suivi des P/P s'inscrivent dans l'effet stratégique n°2 intitulé " Conformément aux normes internationales, le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense publique". Elles portent notamment sur l'**Extrant 2.1.3. "L'amélioration de la programmation et du suivi des investissements publics participe d'une qualité renforcée de la dépense publique"**.

II – OBJECTIF

L'objectif du programme annuel des missions de suivi de l'année 2020 de la Direction Nationale de la Planification du Développement est de dresser le point de la situation d'exécution physique et financière de cent (100) projets et programmes d'investissement public inscrits au PTI 2020-2022 et au BSI 2020 et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

Sur les 100 projets et programmes, vingt-cinq (25) seront suivis dans le cadre de la mise en œuvre des activités inscrites dans le chronogramme 2020 du PREM.

III – RESULTATS ATTENDUS

A travers ce programme ambitieux des missions de suivi des projets/programmes d'investissement, la Direction Nationale de la Planification du Développement vise les résultats suivants :

- l'état d'exécution physique et financier des projets /programmes visités est mieux connu ;
- les contraintes et goulots d'étranglements à la bonne marche des projets visités sont identifiés ;
- les recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

IV. PROGRAMME INDICATIF ET METHODOLOGIE DE DEROULEMENT DES MISSIONS

4.1. Prise de contact avec les CPS et UGP

- Envoi de documents : **Chef de mission**

Les documents de missions seront envoyés une semaine avant la date de départ aux CPS pour information et aux porteurs de projets (UGP et services de tutelle) et les DRPSIAP pour les dispositions pratiques à prendre en vue d'une meilleure organisation de la mission.

Les documents à envoyer sont :

- les TDR de la mission ;
 - la copie de l'ordre de mission ;
 - la liste des projets à visiter ;
 - la fiche de suivi des projets.
- Débriefing des membres des équipes pour les informations utiles à communiquer, la situation des rôles et responsabilités de chaque membre, les résultats à atteindre et les dispositions à prendre pour un meilleur déroulement de la mission (**Chef de mission**).
 - Concertations entre l'équipe de mission, les CPS et les UGP pour la planification des missions et les mesures pratiques à prendre à Bamako avant le départ des équipes : (**équipe de mission**)

4.2. Déroulement des missions : Equipe de mission

- Visite de courtoisie aux autorités administratives et politiques des différentes régions pour la présentation des équipes et des objectifs des missions ;
- La phase des travaux techniques entre l'équipe de mission et les UGP : l'accent sera mis sur les aspects suivants :
 - ✓ l'exécution physique et financière par composante des projets/programmes au passage de la mission ;
 - ✓ les prévisions, les réalisations physiques et financières à mi-parcours de l'année 2020 au moment du passage de la mission ;
 - ✓ le point sur l'utilisation de la contrepartie nationale ;
 - ✓ l'évolution du processus de passation des marchés sur financement intérieur et extérieur ;
 - ✓ le système de suivi - évaluation interne et externe mis en place pour le pilotage du projet/programme ;
 - ✓ la durée de l'exécution des projets et programmes dans le temps ;
 - ✓ les contraintes et goulots d'étranglement à la bonne marche du projet/programme ;
 - ✓ les propositions de solutions envisagées par nature de contraintes et problèmes rencontrés (techniques, financiers, institutionnels....).

Pour ce faire, la documentation à demander comprend, entre autres :

- ✓ le document de projet, éventuellement les textes portant création et fonctionnement du projet;
 - ✓ l'aide mémoire ou le dernier rapport de suivi ou d'évaluation du projet/programme par le PTF, ou le cas échéant, le rapport d'étape ou d'avancement ;
 - ✓ les justificatifs (documents des marchés passés dûment signés et cachetés conjointement par le Gestionnaire du projet/programme, le Directeur des Finances et du Matériel de tutelle et les Services financiers compétents : DGB, DNCF, DGMP/DSP, DNTCP, etc.) de l'utilisation des crédits budgétaires des trois derniers exercices 2017, 2018 et 2019 en s'assurant qu'elle est conforme à ce qui a été convenu, de commun accord, lors des différents arbitrages du PTI/BSI ;
 - ✓ la situation de décaissement annuelle depuis le démarrage du projet/programme jusqu'au moment du passage de la mission;
 - ✓ le tableau de bord ou le chronogramme des activités du projet/programme pour le reste de l'exercice budgétaire en cours;
 - ✓ le plan de passation des marchés N+1, le cas échéant.
- La phase de visite des réalisations et entretien éventuel avec les bénéficiaires ;
 - La phase de restitution et adoption des résultats avec les UGP avant de quitter.

4.3. Phase finale de la mission : Equipe de mission

- La finalisation du rapport de mission : les équipes rédigeront un rapport au terme de leurs missions dont le contenu fera ressortir les éléments ci - après :
 - ✓ Déroulement de la mission ;
 - ✓ Principaux enseignements tirés de la mission ;
 - ✓ Suggestions - Recommandations - Propositions de solutions ;
 - ✓ Annexes.
- Restitution des résultats à la DNPDP ;
- Envoi du rapport final au Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et/ou à la CARFIF ;
- Publication du rapport final sur le site de la DNPDP et/ou du MEF.

V – ECHANTILLON DES PROJETS/PROGRAMMES A VISITER

Plusieurs critères peuvent être utilisés pour la sélection des projets à évaluer (Département de tutelle, Région administrative de localisation, Secteur de planification, Envergure du projet et son état d'avancement...).

Toutefois, pour les présentes missions, le choix de l'échantillon de projets/programmes à visiter se fera sur la base de leur importance par rapport aux priorités et objectifs actuels du Gouvernement (lutte contre la pauvreté, services sociaux essentiels, bonne gouvernance, modernisation de l'Administration et décentralisation) d'une part, de l'insuffisance d'informations nécessaires pour leur programmation et l'établissement de leur bilan physique/financier et de leur localisation, d'autre part.

VI – COMPOSITION DE LA MISSION DE SUIVI-EVALUATION

Les missions seront réalisées par des équipes réparties dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako.

En fonction de la localisation des réalisations physiques, les équipes peuvent se déployer sur les mêmes régions avec des projets/programmes différents.

Compte tenu des contraintes sécuritaires, les projets et programmes des régions du Nord ne seront pas concernés en 2020.

Pour chaque phase de missions, dans la mesure du possible, la composition des équipes sera de :

- **au niveau national**, des cadres de la Direction Nationale de la Planification du Développement, des Cellules de Planification et de Statistique et d'autres structures du Ministère en charge des Finances telles que la DGDP, la DGB et la Cellule de suivi des projets.
- **au niveau régional**, des représentants des Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP).

VII – MOYENS HUMAINS, MATERIELS ET FINANCIERS

Afin de mener à bien les missions de suivi et atteindre l'objectif fixé, les équipes seront dotées des moyens humains, matériels et financiers adéquats et suffisants pour assurer leur autonomie.

- **Moyens financiers** : imputation budgétaire : Budget National, Exercice 2020.
- **Durée** : la durée des missions est de 10 jours par équipe pour couvrir les projets à visiter sur les régions indiquées.

ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES**DISTRICT DE BAMAKO**

N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURES	FONCTIONS	LOCALITES	TELEPHONE	EMAIL
1	Kadidia SOGODOGO	DRPSIAP/BKO	Chargé de dossier Démo-Sociales	Bamako	69712590	kadidiasogodogo@gmail.fr
2	Mahamoud DRAME	DFM/MSDS	DFM Adjoint	Bamako	76411961	danimd@yahoofr
3	Moussa B. COULIBALY	DFM/MSDS	Chef Division Finance	Bamako	66720690	moussacoulibaly@yahoo.fr
4	Moussa MAÏGA	DFM/MSDS	Chef Sect. Compta Matière	Bamako	76325937	moussa_maïga4@yahoo.fr
5	Dr Abdoulaye SANOGO	CHU/Gabriel Touré	Directeur Général	Bamako	74062087	drsabv@gmail.com
6	Boubacar S. DIABATE	CHU/Gabriel Touré	Surveillant Général	Bamako	74148332	Bsd30499@gmail.com

REGION DE KOULIKORO

N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURES	FONCTIONS	LOCALITES	TELEPHONE	EMAIL
1	Amadou DIAWARA	DRPSIAP/Kkro	Directeur	Koulikoro	76432775	papadiawara9@gmail.com
2	Kely BAGAYOKO	Mairie Koulikoro	SEGAL	Koulikoro	74461596	kelybagayogo7@gmail.com
3	Mamourou B. TRAORE	Mairie Koulikoro	1 ^{er} Adjoint	Koulikoro	74758142	-
4	Mohamed KEÏTA	Mairie Koulikoro	CSAJ- Koulikoro	Koulikoro	76730018	keitamohamed018@gmail.com
5	Alpha Gouro DIALL	AREPK/Enabel/Kkro	Responsable National	Koulikoro	66076836	apha.diall@yahoo.fr

REGION DE KAYES

N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURES	FONCTIONS	LOCALITES	TELEPHONE	EMAIL
1	Mamoudou MACINA	PDIRAAM	Spécialiste en Suivi-Evaluation	Bamako	76411325	maxmacina@yahoo.fr
2	Djiguiba Coulibaly	Dioumara Koussata	Conseiller Communal	Dioumara Koussata	79130100	-
3	Sanga KONTE	SLPIA/Diema	Chef UAPIA	Diema	73951876	kontesanga88@gmail.com
4	Madiou DIALLO	Service Vétérinaire	Boucher	Diema	79201500	-
5	Abdoulaye TOURE	Marie Diema	1 ^{er} Adjoint	Diema	76233117	-
6	Madi CAMARA	Marie Diema	3eme Adjoint	Diema	71321724	madicamara06@gmail.com
7	Bouyagui CAMARA	Marie Diema	Conseiller Communal	Diema	74792665	-
8	Hamedy DIAKITE	Marie Diema	Membre de la Jeunesse	Diema	74340108	-
9	Adama A. MAÏGA	Gouvernorat Kayes	CAEF	Kayes	94116529	grkayes@yahoo.fr
10	Kassoum SIDIBE	RSPA/PDIRAAM	RSPA	Bamako	66981791	sidibekassim12@yahoo.fr
11	Boubacrine TRAORE	DRPSIAP/Kayes	Chef Division Statistique	Kayes	66607706	tboubacrine@gmail.com

Rapport de mission de suivi des P/P du 21 au 30 Décembre 2020_ Régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako

N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURES	FONCTIONS	LOCALITES	TELEPHONE	EMAIL
12	Moriba H. DIALLO	Mairie Séro Dioumara	Maire	Séro Dioumara	76427143	-
13	Abdoulaye KOUYATE	Mairie Séro Dioumara	Conseiller Communal	Séro Dioumara	76324042	-
14	Moussa SISSOKO	Mairie Séro Dioumara	Conseiller du Village	Séro Dioumara	76133551	-
15	Kecouta KANOUTE	Mairie Séro Dioumara	Membre de la Jeunesse	Séro Dioumara	79028991	-
16	Dionkounda SIDIBE	Séro Diadjoumbera	Chef du Village	Séro Diadjoumbera	63145556	-
17	Demba SIDIBE	Séro Diadjoumbera	Conseiller du Village	Séro Diadjoumbera	76069518	-
18	Assamady DIALLO	Mairie Kouloun	Maire	Kayes	66729488	-

ANNEXE 3: LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

PDIRAM :

- Rapport 2018, 2019 et 2020 sur l'état d'exécution du PDIRAM et de son Projet filières viande rouge et lait au sahel occidental ;
- Le Programme Technique et Budget Annuel (PTBA) 2018, 2019 et 2020 du projet volet filières viande rouge et lait au sahel occidental du PDIRAAM ;
- Le manuel de suivi évaluation du PROGRAMME INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES AU MALI/ Projet filières viande rouge et lait au sahel occidental ;
- Le manuel des procédures opérationnelles de gestion des fonds entre la BMS, les SFD partenaires et les bénéficiaires de la composante (B) de la micro finance islamique.

AREP K :

- Le document du Programme sectoriel : « croissance économique durable et inclusive en favorisant le développement rural et la sécurité alimentaire » ;
- Le document de la cartographie des interventions du projet AREPK.